

ces propositions n'étaient faites que par un ministre hongrois ; elles sont antérieures à toutes les conventions avec la Russie et, d'ailleurs, elles n'eurent pas de suite.

La politique de Vienne, surtout depuis la convention de Reichstadt et le traité de Berlin, a toujours été d'attirer la Serbie dans l'orbite de son influence : il n'est pas besoin de le démontrer une fois de plus. Telle a été, dans la crise de 1908-1909, la préoccupation constante de l'Autriche : elle n'a voulu traiter avec la Serbie que seule à seule, en tête-à-tête ; elle s'est montrée intraitable chaque fois qu'une puissance européenne a cherché à s'interposer ; elle a d'autant moins consenti à discuter son droit avec des tiers que peut-être sentait-elle que son meilleur argument était encore sa force ; elle n'a pas refusé de négocier, même dans une conférence, avec les signataires du traité de Berlin, mais elle y a toujours mis pour condition qu'il ne serait pas question de la Serbie. Cette simple constatation éclaire et domine tout le développement de la politique autrichienne durant toute la crise. La Serbie, se croyant soutenue par une ou plusieurs puissances ou peut-être dans l'espérance de les amener à la soutenir, s'avance, parle haut, arme ; puis, mise au pied du mur, elle se dérobe derrière l'Europe. L'Autriche, à plusieurs reprises, lui signifie qu'elle veut bien négocier avec elle, mais avec elle seule, sans intermédiaire ; elle la traque sans merci jusqu'à ce qu'elle l'ait isolée : la crise est finie lorsqu'elle croit avoir obtenu ce résultat.

II

Il parut, au premier moment, naturel aux hommes d'État européens que la crise ouverte par l'usurpation